

## CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2961 - LUNDI 10 JUILLET 2017

## DIPLOMATIE

Le nouvel  
ambassadeur  
des USA  
au Congo  
reçu par  
Jean-Claude  
Gakosso

Todd P. Haskel, nouvel ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique (USA) au Congo a présenté vendredi dernier les copies figurées de sa lettre de créance au ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de la diaspora, Jean-Claude Gakosso.

Diplômé en administration des services diplomatiques, le représentant de Donald Trump, était jusqu'à son accréditation au Congo sous-secrétaire adjoint au Bureau des Affaires africaines dans son pays. Il est un fin-connaisseur de l'Afrique, pour avoir servi dans 48 ambassades et consulats sub-sahariens.

Page 9

RÉUNION DU G20 EN  
ALLEMAGNELa pique  
de rappel  
du Pape  
François aux  
pays riches

Le souverain pontife a adressé un message au sommet des vingt pays les plus riches du monde (G20) qui s'est tenu à Hambourg, en Allemagne. Une sorte de pique de rappel à la communauté internationale.

Le pape François a invité les représentants des dix-neuf puissances économiques mondiales et l'Union européenne réunis à cette occasion à mettre au centre de leurs délibérations le sort des pauvres, des réfugiés : « ceux qui souffrent, des personnes évacuées et exclues, sans distinction de nationalité, de race, de religion ou de culture ».

Page 8

## ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES

Acheminement des bulletins  
de vote à partir de demain

Zéphirin Mboulou,  
ministre de  
l'Intérieur et de la  
décentralisation  
(Adiac)

Le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation a indiqué que les bulletins de vote et autres matériels nécessaires à la tenue du double scrutin du 16 juillet vont être acheminés à l'intérieur du pays à partir de demain, mardi.

A l'issue d'une ronde qu'il a effectuée le 7 juillet, dans les imprimeries en charge de l'impression des matériels électoraux, à Brazzaville, Raymond Zéphirin Mboulou s'est dit confiant quant à la réalisation de ce travail. « Notre passage dans les différentes imprimeries nous permet de dire que le dimanche 16 juillet, tout le matériel électoral sera prêt et le scrutin se déroulera dans de bonnes conditions », a-t-il assené.

Page 2

## NAVIGATION FLUVIALE

Le Bassin Congo-Oubangui-  
Sangha se meurt

Confrontés à plusieurs problèmes tels que la vétusté des infrastructures et les obstacles physiques qui empêchent la bonne navigation, les fleuves Congo et Oubangui nécessitent d'importants investissements en

vue de fluidifier le transport et les échanges.

En ces débuts de la campagne de navigation pour la saison 2017-2018, les dirigeants de la Commission internationale du Bassin du Congo-Oubangui-San-

gha, réunis à Brazzaville, ont appelé les Etats d'Afrique centrale, engagés dans la sécurisation et l'entretien de ces voies navigables, à tenir leur promesse de sauver le trafic sur ce bassin.

Page 6

## SOMMAIRE

## CAMPAGNE ÉLECTORALE

•L'Observatoire de Kellé appelle les candidats au calme

Page 5

•Silvère Batsamina opte pour une campagne électorale apaisée à Komono

Page 3

•Ferréol Gassackys multiplie les contacts de proximité

Page 5

## ÉDITORIAL

Fin

Page 2

## ÉDITORIAL

## Fin

Il se pourrait bien que les élections qui approchent marquent la fin, autrement dit la mort, de l'opposition dite « radicale » qui a tenté vainement tout au long des dernières années d'empêcher notre jeune démocratie d'améliorer sa gouvernance publique. Rejetant de façon systématique les réformes que prônaient les autorités de la République, plaidant la désertion des urnes chaque fois que les pouvoirs publics proposaient aux citoyens congolais de se prononcer, appelant même au désordre dans la rue dans l'espoir fou que la violence dissuaderait l'Etat d'agir en faveur du progrès institutionnel cette partie - très minoritaire il est vrai - de la classe politique congolaise a démontré de façon accablante sa faiblesse, son inanité.

Dans le même temps, au fond, où la société civile affichait sa maturité en débattant ouvertement sur les réformes qui lui étaient proposées, puis en se prononçant librement par la voix des urnes les « radicaux » ont prouvé qu'ils ne représentent qu'une part infime de l'électorat. Et tout indique aujourd'hui que les deux scrutins dont le premier tour se déroulera dimanche prochain confirmeront le diagnostic posé ici de façon, certes, un peu brutal mais très proche de la réalité.

S'il est inutile d'attendre, ou d'espérer, que les leaders de cette frange de l'opposition reconnaissent publiquement l'erreur qu'ils ont commise à maintes reprises en s'opposant à toutes les réformes institutionnelles qui ont permis l'avènement de la Nouvelle République, il ne l'est pas de penser que les citoyens un instant séduits par les positions extrêmes ainsi adoptées se rangeront à leur tour dans le camp des opposants respectueux de la démocratie. Autrement dit que loin de s'abstenir lors du premier et du second tour de scrutin, la majorité d'entre eux s'attachera à renforcer les partis de l'opposition non radicale.

S'il en va ainsi le Congo, notre Congo, franchira un nouveau pas sur la voie de la démocratie participative. Sans se rallier à la majorité dont ils contestent les idées et les programmes, les opposants renforceront un système politique qui a démontré sa valeur depuis son instauration au sortir des guerres civiles de 1997 et 1998. Ils exerceront ainsi pleinement leur devoir civique et chacun d'entre nous, quelles que soient ses convictions, leur en saura gré.

Les Dépêches de Brazzaville

## ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

## L'acheminement des bulletins commence le 11 juillet

Le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou a assuré que les bulletins de vote et autres accessoires électoraux vont être acheminés à l'intérieur du pays à partir de mardi 11 juillet.

Le ministre a donné cette information à l'issue de la ronde qu'il a effectuée le 7 juillet dans les imprimeries choisies pour la circonstance. Raymond Zéphirin Mboulou s'est dit satisfait du travail réalisé, dans les délais, par ces imprimeries.

En outre, il a annoncé qu'un pont aérien sera monté à Brazzaville à



partir du 10 juillet, pour l'acheminement des bulletins de vote des départements les plus éloignés, notamment la Likouala.

« Les urnes, les isolements et

autres accessoires ont déjà été acheminés à l'intérieur du pays. Notre passage dans les différentes imprimeries nous permet de dire que le dimanche 16 juillet, tout le matériel électoral sera prêt et le scrutin se déroulera dans de bonnes conditions », a-t-il conclu.

Notons que c'est pour la première fois au Congo que l'on expérimente le bulletin de vote unique aux élections législative. L'autre innovation est le couplage des élections locales et législatives.

Roger Ngombé

## Trois défis à relever pour Pierre Obambi à Talangai 3

Le candidat du Parti congolais du travail (PCT) caresse plusieurs projets à caractère social à mettre en œuvre au profit des populations de Talangai 3 parmi lesquels l'assainissement, l'environnement et l'hygiène publique.

Pierre Obambi a dévoilé son plan d'action le 6 juillet, lors d'un meeting tenu au rond-point Mikalou, marquant l'ouverture officielle de sa campagne électorale.

Dans son message de circonstance, le candidat du PCT a sollicité la confiance et l'appui de ses potentiels électeurs le 16 juillet prochain, afin qu'il soit élu dès le premier tour. En récompense, il a promis réaliser plusieurs projets d'ordre social au profit des quartiers 63 et 66, composant sa circonscription électorale.

Au nombre des projets que le candidat tient à mettre en œuvre, trois sont prioritaires et capitaux. Le premier concerne l'aménagement des voies d'accès à Talan-

gai. Il s'agira notamment d'aménager les ruelles et avenues avec pavés en vue de permettre à la population d'aller d'un endroit à un autre sans tracasserie même après une pluie. « Lorsqu'il a plu, c'est très difficile de circuler dans le quartier; il y a des marres d'eau partout, du fait des voies qui ne sont pas aménagées. Une fois élu, nous allons tout faire pour que nos voies soient aménagées avec pavés, afin de permettre à la population d'aller d'un point à un autre sans trop de tracasseries », a indiqué Pierre Obambi.

Le candidat a aussi l'ambition de résoudre le lancinant problème d'insalubrité dans sa circonscription, en créant des initiatives plus pratiques en collaboration avec la population. L'objectif étant de permettre à ces futurs mandants de vivre dans un environnement sain.

Le dernier projet est celui de l'hygiène publique. Le candidat n'a

pas souhaité faire de commentaire sur les modalités pratiques de mise en œuvre dudit projet.

Ayant reçu à ce meeting le soutien du secrétaire général du PCT, Pierre Ngolo et de plusieurs autres candidats du même parti, Pierre Obambi s'est dit rassuré de sa victoire. « Nous avons été assistés par nos responsables, parmi lesquels, le secrétaire général de notre parti, Pierre Ngolo et les collègues candidats. Cela nous donne l'ardeur d'aller au combat que nous voulons victorieux, parce qu'ici nous sommes dans la circonscription du PCT. Notre devoir le plus ardent est de préserver cette tradition en vue de maintenir cette circonscription aux mains du PCT. Nous sommes tenus aux résultats et devons-nous battre pour aller jusqu'au bout de la victoire », s'est réjoui le candidat Pierre Obambi.

Firmin Oyé

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

## ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath  
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bope  
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :  
Adrienne Londole  
Chef de service publicité :  
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Errhiade

Gankama

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Mauouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Assistante : Sylvia Adhdas

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Guillaume Pigasse

Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo

Chef de service préresse : Eudes Banzouzi

Gestion des stocks : Elvy Bombete

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gueso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gueso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gueso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

## Silvère Batsamina prône une campagne électorale apaisée à Komono

**Le candidat indépendant dans la circonscription électorale unique de Komono (département de la Lekoumou), Silvère Batsamina est sûr de sa victoire. Dans une interview exclusive qu'il a accordée aux Dépêches de Brazzaville, il en appelle à une campagne électorale apaisée.**

**Les Dépêches de Brazzaville: Vous siégez au Conseil départemental de la Lekoumou, comme élu de Komono. Aujourd'hui, vous êtes candidat aux législatives dans la même circonscription. Comment et pourquoi vous est venue l'idée de vouloir être député ?**

**Sylvère Batsamina :** Oui, je suis Conseiller départemental sortant, élu depuis 2014, dans la circonscription unique de Komono. Notre nouvelle ambition est motivée par le rêve de voir notre entité administrative s'arrimer à la modernité en profitant des différents investissements du gouvernement et des partenaires au développement pour se doter d'infrastructures éducatives, sanitaires et sociales viables.

Nous entendons également impulser une vraie dynamique participative en recherchant et encourageant des initiatives qui tendent vers la formation qualifiante des jeunes, leur insertion sociale à travers des micros entreprises, des coopératives, en tenant compte des potentialités de notre district.

Il faut relever en outre que le constat fait par les populations atteste que Komono a été, pendant ces cinq dernières années, silencieux à l'hémicycle. Et, peu des descentes ou presque pas ont été faites par le député sortant.

Ainsi donc, nous nous présentons à cette élection en ayant à l'esprit que Komono souffre des maux en par-

tant des plus bénins aux plus graves. Nous souhaitons servir d'interface entre les populations et le pouvoir exécutif pour mieux défendre les intérêts de ce département, en particulier et ceux du Congo, en général.

**LDB : Il est souvent dit que le développement local se conçoit dans les Conseils départementaux et municipaux. Avez-vous appréhendé cet aspect avant de se lancer à la députation ?**

**S.B :** Je l'ai dit plus haut que le député est un élu national. Il est pour nous meilleur d'avoir une vision plus élargie des choses avant de les adapter au contexte de notre circonscription électorale.

Déjà au niveau départemental, quoique le temps passé au conseil nous ait paru bref, notre bilan a eu un impact positif, à en croire les témoignages des populations. Dans le cadre de la coopération décentralisée, nous avons développé des partenariats dans les secteurs éducatifs et sanitaires.

Des actes que nous y avons posés à titre personnel en disent long. Nous pouvons citer entre autres : la construction d'un Centre des métiers à Komono avec le concours de la coopération française. Cette école de formation qui a ouvert ses portes en janvier dernier avec des enseignants congolais, pris en charge par des ONGs françaises, est un exemple de ce que nous entendons déployer à plus grand échelle.

Secundo, nous sommes restés proches de notre jeunesse, proche de nos mamans commerçantes du marché de Komono, proche des jeunes étudiants sans soutien, ressortissants de Komono. Nous avons organisé des cérémonies de distribution des kits scolaires aux meilleurs élèves, ainsi que l'octroi des frais d'occupation des étales



aux marchés de Komono totalement pris en charge par le conseiller départemental que je suis. J'ai effectué des donations des tables-bancs dans plusieurs écoles et des produits de première nécessité. J'ai pris en charge quelques désespérés de l'hôpital de Komono.

**LDB : Que comptez-vous faire pour le district de Komono, si vous êtes élu ?**

**S.B :** Si nous sommes élus, nous comptons être des bons représentants de nos mandants à l'Assemblée nationale en inscrivant des projets dans le budget national au profit du district de Komono. Ce sera notre combat. Contrairement

à ceux qui sont passés avant, nous nous battons de mettre Komono sur orbite à travers différentes actions sociales. Ce combat doit être mené aussi au-delà de l'Assemblée nationale et du gouvernement en mutualisant nos efforts avec la société civile pour rendre Komono plus visible qu'hier.

**LDB : Avez-vous l'idée d'un projet concret qui concerne Komono dès votre élection ?**

**S.B :** Nous savons qu'il y a de projets non réalisés au niveau de Komono. Dans un premier moment, nous nous battons auprès du gouvernement pour que les travaux de la municipalisation amorcés soient

achevés. Nous avons également de projets phares qui sont en veilleuse, notamment la microcentrale de Foula qui servira à l'électrification de notre district.

**LDB : En face de vous, deux candidats de taille, ne les craignez-vous pas ?**

**S.B :** Je n'aime pas trop parler de mes adversaires. De toutes les façons, que ce soit le candidat de l'Upads ou du PCT, nous sommes avant tout des frères. Moi, je suis un candidat indépendant, soutenant la politique du président de la République. Le vrai problème n'est pas de savoir si j'ai peur d'eux, si je peux les vaincre ou non. Mais, mon grand atout est que je constitue la synthèse du district de Komono. Je respecte mes concurrents, parce qu'une fois élu, j'aurai besoin de leurs sages conseils.

**LDB : Avez-vous un message à l'endroit de la population de Komono, vos électeurs potentiels ?**

**S.B :** Nous souhaitons que la campagne ne devienne pas l'objet d'invectives, des règlements de comptes, des provocations, des bagarres et injures. Elle doit être une campagne civilisée car la politique est du domaine des personnes civilisées. Tous, nous sommes des frères et sœurs du même coin. Ce qui doit nous différencier ce sont les résultats. La diversité est toujours importante et cela fait plaisir de savoir que Komono a des cadres. Nous sommes trois candidats pour un seul siège. Donc, il revient à la population de faire son choix le 16 juillet prochain. Je lance un appel à toute la population de Komono de se rendre massivement aux urnes le jour du vote.

*La Rédaction*

## LE FAIT DU JOUR

## L'Union africaine en quête de maturité

Un peu plus de cinquante ans après sa création, cinquante-quatre pour être précis, l'Union africaine, anciennement Organisation de l'unité africaine, veut tourner la page de la main tendue en direction de l'extérieur. Elle ne souhaite plus être cette vaste région géographique de cinquante-quatre Etats, riche de son sous-sol et de ses habitants, qui demeure la risée de la terre entière, au motif qu'elle ne dispose pas de moyens suffisants pour se prendre en charge. Pour cela, l'UA a confié la mission à un comité d'experts, chapeauté par des chefs d'Etat, pour réfléchir à une question qui lui tient à cœur : s'autofinancer. Un vrai challenge, et c'est peu dire.

Tout part en effet, ou pourrait partir de questions simples : comment réussir le pari de l'autofinancement dans un environnement continental traversé par tant d'incertitudes ? Comment envisager une auto-prise en charge quand les dirigeants africains en visite à l'ex-

térieur ou recevant leurs homologues européens, asiatiques ou américains n'ont à la bouche que les mots « aide et assistance » ? Mais comment convertir les conflits internes qui rongent les Etats, les guerres de leadership qui minent les ensembles sous-régionaux, les ingérences extérieures qui prospèrent sur ces dissensions en de performants leviers de développement, de paix et de stabilité ? La réponse à cette série de questions pourrait être le début de solution à l'impératif de l'autofinancement de l'UA.

Il n'est pas interdit de copier ce qui marche, ce serait perdre du temps inutilement que ne pas s'appuyer sur l'existant pour espérer avancer plus loin dans la recherche et l'innovation. À ce titre, l'UA n'a pas lésiné sur ses ambitions pour créer, presque à l'image de l'Union européenne, des instances dont les compétences touchent les domaines variés de la politique, de l'économie, de la diplomatie, de la justice, de la législation, de l'énergie,

du socio-culturel et de la défense et sécurité. Au total, seize institutions et organes coiffent l'ossature de la grande famille panafricaine. Une lourde machine qui ne peut tourner à merveille sans la mobilisation des financements. D'où l'alerte donnée par les chefs d'Etat au sommet qui s'est clôturé le 4 juillet à Addis-Abeba, de secouer leurs portefeuilles au profit de l'organisation.

À la prochaine rencontre du mois de janvier 2018, pourrait-on enregistrer des avancées dans cette quête d'indépendance qui n'a que trop manqué de pugnacité depuis un demi-siècle ? On serait heureux d'en évaluer les adhésions à l'échelle des pays dont certains rechignent à mettre la main à la poche pour verser leurs cotisations prévues par les statuts de l'Union. À côté des dépenses de souveraineté dont les conflits internes semblent constituer le plus obérant pour les finances des Etats africains, à côté de celles qui bien souvent le sont pour le simple prestige et le faire-valoir, les gouvernements

sont priés de penser à la dépense utile afin de sortir l'UA de la dépendance cinquantenaire.

Lorsque les conditions de cette dépendance seront résolues, que les cadeaux des partenaires extérieurs à l'Afrique ne constitueront plus l'essentiel du patrimoine sur lequel repose la crédibilité de l'UA, l'Afrique unie pourrait envisager d'être l'égal interlocutrice des autres régions du monde. Et tout en renforçant sa coopération avec ces dernières, elle pourrait user de sa position de continent totalement affranchi pour rendre sa diplomatie plus combative. Et oser poser des questions de sa souveraineté sur un certain nombre de territoires que le fait colonial lui doit encore aujourd'hui.

Les Îles Canari, Ceuta et Melilla, Réunion, Mayotte, Açores, Île madère, archipel des Chagos, Île Sainte-Hélène, sont les huit territoires considérés comme « occupés », pour lesquels l'UA, dans un « Plan stratégique » émis en 2004, posait le problème de leur rétrocession au continent. Par exemple !

*Gankama N'Siah*

Ministère du Plan, de la Statistique et de l'Intégration Régionale

Projet de Renforcement des capacités en Statistiques, Etudes Prospectives Et Planification pour la lutte contre la Pauvreté en République du Congo

### AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT DE TROIS (03) CONSULTANTS NATIONAUX

La République du Congo a bénéficié d'un don de la Fondation pour la Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) basé à Hararé, au Zimbabwe en vue du financement de la deuxième phase du Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques, Etudes Prospectives et Planification pour la lutte contre la Pauvreté en République du Congo (RESPEC). Il est prévu qu'une partie de ce don soit utilisée pour le recrutement de trois (03) Consultants nationaux en vue de la réalisation sous la supervision d'un consultant international de l'étude sur "l'évaluation des besoins en renforcement des capacités dans les secteurs clés du développement y compris des institutions de la République du Congo".

#### Objectif de l'étude

Cette étude vise à identifier l'ensemble des besoins nationaux en renforcement des capacités en vue de l'amélioration de la gouvernance et de la diversification de l'économie. Une fois réalisée, cette étude permettra au Congo de disposer d'un programme pays en renforcement de capacités à partir duquel des projets d'appui au renforcement des capacités seront élaborés.

Le Projet RESPEC, invite les candidats intéressés par cette consultation à transmettre leurs manifestations sous pli fermé à l'attention de Monsieur le Coordonnateur du Projet RESPEC.

#### Profil des consultants

Les consultants intéressés doivent :

- être de nationalité congolaise ;
- avoir un niveau de BAC + 5 et être diplômé soit en Gestion des politiques économiques, en économie, en statistique, en sociologie, en anthropologie, en géographie, en gestion ou en suivi-évaluation des projets et des politiques publiques ou toute autre discipline en lien avec la mission,
- avoir une expérience de 10 ans dans l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques publiques de développement,
- avoir déjà réalisé une mission similaire,
- avoir une maîtrise des méthodes de collecte participative des données,
- avoir une connaissance des secteurs prioritaires du développement économique du Congo,

- avoir la maîtrise de l'outil informatique (word, Excell, Powerpoint et internet),
- Avoir des capacités de rédaction en français écrit et parlé.

#### Dossiers à fournir

Les dossiers doivent comprendre

- un curriculum vitae,
- un certificat de nationalité,
- les copies certifiées des diplômes,
- les copies des contrats des missions précédentes ou des certificats de travail,
- la méthodologie retenue par le consultant,
- l'offre financière.

#### Méthode de sélection

La sélection des candidats se fera conformément aux procédures de passation des marchés de la Fondation pour le Renforcement des capacités en Afrique (ACBF).

#### Lieu de dépôt des dossiers

Toutes les manifestations d'intérêt doivent porter la mention : "Avis à manifestation d'intérêt n°01, à n'ouvrir qu'en séance de dépouillement" et déposer au plus tard le 19 juillet 2017 à 12 heures 00, heure locale, à l'attention de Monsieur le Coordonnateur du Projet RESPEC, sis Immeubles Sylphiles, face hôtel Imongui, Tél : 00242 05 517 00 06 ; E.mail : iomerclaver@gmail.com, Brazzaville.

**NB :** les termes de référence de la mission sont à retirer à la coordination du projet RESPEC tous les jours du lundi à vendredi de 9 heures 00 à 15 heures 00.

**Fait à Brazzaville, le 05 juillet 2017**

**Le Coordonnateur,**

**Omer Pierre Claver IVOUBA**

Ministère du Plan, de la Statistique et de l'Intégration Régionale

Projet de Renforcement des capacités en Statistiques, Etudes Prospectives Et Planification pour la lutte contre la Pauvreté en République du Congo

### AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN (01) CONSULTANT INTERNATIONAL

La République du Congo a bénéficié d'un don de la Fondation pour la Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) basé à Hararé, au Zimbabwe en vue du financement de la deuxième phase du Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques, Etudes Prospectives et Planification pour la lutte contre la Pauvreté en République du Congo (RESPEC). Il est prévu qu'une partie de ce don soit utilisée pour le recrutement d'un (01) Consultant international en vue de la réalisation avec l'appui de trois (03) Consultants nationaux de l'étude sur "l'évaluation des besoins en renforcement des capacités dans les secteurs clés du développement y compris des institutions de la République du Congo".

#### Objectif de l'étude

Cette étude vise à identifier l'ensemble des besoins nationaux en renforcement des capacités en vue de l'amélioration de la gouvernance et de la diversification de l'économie. Une fois réalisée, cette étude permettra au Congo de disposer d'un programme pays en renforcement de capacités à partir duquel des projets d'appui au renforcement des capacités seront élaborés.

Le Projet RESPEC, invite les candidats intéressés par cette consultation à transmettre leurs manifestations sous pli fermé à l'attention de Monsieur le Coordonnateur du Projet RESPEC.

#### Profil du consultant

Les consultants intéressés doivent :

- avoir un niveau de BAC + 5 et être diplômé soit en Gestion des politiques économiques, en économie, en statistique, en sociologie, en anthropologie, en géographie, en gestion ou en suivi-évaluation des projets et des politiques publiques ou toute autre discipline en lien avec la mission,
- avoir une expérience de 10 ans dans l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques publiques de développement,
- avoir déjà réalisé au moins deux missions similaires dans un pays de l'Afrique sub-saharienne,
- avoir une maîtrise des méthodes de collecte participative des données,
- avoir une connaissance des secteurs prioritaires du développement économique du Congo,

- avoir la maîtrise de l'outil informatique (word, Excell, Powerpoint et internet),
- Avoir des capacités de rédaction en français écrit et parlé ;
- La connaissance du pays serait un atout.

#### Dossiers à fournir

Les dossiers doivent comprendre

- un curriculum vitae,
- les copies certifiées des diplômes,
- les copies des contrats des missions précédentes ou des certificats de travail,
- la méthodologie retenue par le consultant,
- l'offre financière.

#### Méthode de sélection

La sélection des candidats se fera conformément aux procédures de passation des marchés de la Fondation pour le Renforcement des capacités en Afrique (ACBF).

#### Lieu de dépôt des dossiers

Toutes les manifestations d'intérêt doivent porter la mention : "Avis à manifestation d'intérêt n°01, à n'ouvrir qu'en séance de dépouillement" et déposer au plus tard le 19 juillet 2017 à 12 heures 00, heure locale, à l'attention de Monsieur le Coordonnateur du Projet RESPEC, sis Immeubles Sylphiles, face hôtel Imongui, Tél : 00242 05 517 00 06 ; E.mail : iomerclaver@gmail.com, Brazzaville.

**NB :** les termes de référence de la mission sont à retirer à la coordination du projet RESPEC tous les jours du lundi à vendredi de 9 heures 00 à 15 heures 00.

**Fait à Brazzaville, le**

**Le Coordonnateur,**

**Omer Pierre Claver IVOUBA**

## ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES

## L'Observatoire de Kellé invite les candidats à l'apaisement

L'Association « Observatoire de Kellé » a invité, dans une déclaration publiée à Brazzaville, les candidats en lice dans le district de Kellé (Cuvette Ouest) à observer strictement le code d'éthique du mberé profond et les valeurs fondamentales qui ont présidé la vie en pays mberé durant des décennies.

Par la même occasion, l'Observatoire de Kellé exhorte les candidats à faire preuve du dépassement de soi pour la sauvegarde des valeurs cardinales que sont l'unité, le respect, la tolérance et l'amour entre les filles et les fils de Kellé. « *Que la tenue des élections que nous souhaitons apaisées, libres, équitables et transparentes ne soit pas une occasion de plus pour offrir à notre population des scènes de déchirements inutiles, mais plutôt une confrontation loyale, civilisée et fraternelle entre les enfants d'une même contrée. Puissent les mânes de nos ancêtres, nos sages et nos notables nous assister en toute efficacité dans l'accomplissement de notre noble tâche de réunification de nos filles et fils pour la préservation de notre tissu social* », a précisé la déclaration.

En outre, l'Observatoire de Kellé souhaite faire entendre raison aux différents protagonistes d'avoir à se livrer à une compétition véritablement fraternelle, loyale et démocratique. Il met en garde tous ceux qui oseraient recourir à la tricherie, à la violence, aux injures et aux provocations sous toutes ses formes, comme moyens par excellence pour assouvir leurs ambitions et parvenir à leurs fins.

Par ailleurs, l'Observatoire de Kellé rappelle qu'au cours des dernières décennies, Kellé a trop souffert des actes contre-productifs, ayant entraîné parfois morts d'hommes, posés par certains de ses enfants lors des compétitions électorales.

Roger Ngombé

## Ferréol Gassackys multiplie les contacts de proximité

**Le candidat du Parti congolais du travail (PCT) dans la troisième circonscription électorale de Poto-Poto (troisième arrondissement de Brazzaville), Ferréol Gassackys, multiplie des contacts avec ses futurs électeurs. Il a opté pour une campagne de proximité.**

Ferréol Gassackys se dit être plus proche des populations par le fait qu'il est conseiller municipal et départemental de Brazzaville. Partout où il est passé, le candidat du PCT a expliqué aux populations le rôle d'un député qui se résume pour l'essentiel, a-t-il dit, au vote des lois, au contrôle de l'action gouvernementale et au plaidoyer pour l'amélioration des conditions de vie des populations auprès des pouvoirs publics. « *Au cours de notre mandat de conseiller municipal, nous avons pu identifier les maux qui minent la population congolaise, en général et celle de Poto-Poto, en particulier. Maintenant que nous envisageons être député, nous connaissons comment mener le combat pour l'amélioration des conditions de vie des populations. Je ne voudrais pas être démagogique en promettant de construire les infrastructures diverses dans ma circonscription électorale. Ce n'est pas ça le rôle du député* », a-t-il indiqué.

Pour avoir pris la température de la circonscription électorale, à travers les rencontres avec la population,



Ferréol Gassackys (Adiac)

a-t-il renchéri, le candidat du PCT à Poto-Poto se dit moins inquiet pour le vote du dimanche 16 juillet. « ... *Je suis un enfant de Poto-Poto et beaucoup de personnes qui y habitent me connaissent. Cependant, en de tels moments, il est nécessaire de venir vers la population. Je vous dis que la température est bonne. Je ne vais pas me baigner dans un optimisme ou une euphorie exagérée. Mais,*

*je pense que l'on peut avoir raison d'être satisfait parce que le message passe bien et l'on ressent une synergie avec mes futurs électeurs* », a-t-il conclu.

Notons que le samedi 8 juillet, Ferréol Gassackys a organisé une marche à travers les ruelles de sa circonscription électorale. Cette activité a mobilisé beaucoup de monde.

Roger Ngombé

## PROMOTION DU COMMERCE ET DES INVESTISSEMENTS TRANSFONTALIERS SUR LE CONTINENT

M. Elumelu félicite Afreximbank...encourage d'autres institutions de financement du développement (IFD) à soutenir les entreprises africaines. Lors de 24ème Assemblée Générale Annuelle de la Banque Africaine d'Import Export, tenue au Rwanda, Tony O. Elumelu, CON, Président de Heirs Holdings, a félicité Afreximbank pour le soutien critique que la Banque, sous la présidence de Dr. Oramah, fournit aux entreprises africaines et sa contribution significative au développement du commerce et de l'investissement transfrontaliers en Afrique.

M. Elumelu a commenté le rôle des institutions africaines, comme Afreximbank, soulignant que la mission de la Banque est une preuve supplémentaire de la capacité de l'Afrique à fournir le financement stratégique à long terme pour le développement économique et social de l'Afrique. "Afreximbank apporte une perspective unique et très pertinente sur le défi de soutenir le flux commercial intra-africain et d'assurer la création et l'exportation de valeur à partir de notre continent", a déclaré M. Elumelu. "J'encourage d'autres institutions de financement du développement en général et les pairs africains d'Afreximbank en particulier à suivre son exemple en fournissant des formes de financement transformatrices aux entreprises africaines".

M. Elumelu s'exprimait sur le sujet 'Investissements transfrontaliers en tant que moteur du commerce et de l'industrialisation intra-africains: réflexions d'un chef d'entreprise continental', où il a défendu le programme du secteur privé comme contributeur clé à la capacité de l'Afrique d'attirer et de mettre en œuvre des investissements durables. M. Elumelu, fondateur de Heirs Holdings, a cité sa propre approche de l'investissement à long terme dans des secteurs critiques, tels que l'électricité, la finance et les ressources, à travers vingt pays africains. Selon M. Elumelu,



l'Afrique doit accroître le commerce et les investissements transfrontaliers et attirer les investisseurs locaux et internationaux.

"Un investissement n'est pas seulement une question de profits et de rendements. C'est aussi une question de durabilité", a-t-il expliqué. "Ce que je veux voir, c'est des Africains qui investissent en Afrique. Nous apprécions et nous réjouissons des partenariats, mais il existe une génération d'hommes et de femmes d'affaires africains qui ont la capacité et l'ambition de se mettre en première ligne et de transformer l'avenir de l'Afrique. Faites travailler votre argent en Afrique".

Elumelu a également souligné l'importance de l'entrepreneuriat. "Nous connaissons le défi et le potentiel de l'explosion démographique en l'Afrique. Voilà pourquoi la Fondation Tony Elumelu

catalyse chaque année 1 000 entrepreneurs dans le but d'aider 10 000 entrepreneurs sur 10 ans. Investissons dans l'avenir, dans nos jeunes", a-t-il déclaré aux délégués.

La réunion a également été marquée par la signature d'une facilité de 100 millions de dollars entre Afreximbank et Heirs Holdings. Cette transaction initiale entre Heirs Holdings et Afreximbank, n'est, selon M. Elumelu, "Que le début et une indication claire de l'intention et de la capacité des deux parties d'identifier les moyens d'accroître la richesse de l'Afrique et de créer des opportunités commerciales durables au fil du temps. Nous nous réjouissons et espérons que cela servira d'exemple aux autres."

M. Elumelu a chargé plus d'institutions africaines de développement de financer le commerce et les entreprises intra-africains de manière à stimuler et à renforcer les dirigeants africains et le développe-

ment de l'économie africaine. La facilité de 100 millions de dollars vise à renforcer le programme d'investissement transfrontalier de Heirs Holdings. La société Heirs Holdings est une société d'investissement panafricaine avec un portefeuille d'investissements dans 20 pays africains, dans des secteurs clés de l'économie africaine: Énergie, services financiers, immobilier et hôtellerie. M. Elumelu a ajouté que le soutien des IFD africaines comme Afreximbank est souvent symbolique - étant moins le montant du chèque que le fait que ce soutien serve le plus souvent de catalyseur pour d'autres fournisseurs de capitaux d'investissement.

M. Elumelu a conclu en demandant aux dirigeants africains des entreprises transfrontalières de bâtir un héritage fondé sur la gouvernance d'entreprise, en construisant des entreprises durables. "L'héritage est très important. Nous devons réfléchir à la façon dont l'histoire nous jugera", a-t-il déclaré.

Organisée sous le thème 'Transformation économique et commerciale', l'assemblée générale annuelle d'Afreximbank de cette année a rassemblé des leaders des secteurs public et privé, des ministres africains des finances, du commerce et de l'investissement, des gouverneurs des banques centrales, des hauts fonctionnaires des gouvernements autour d'une série de panels de discussion sur le développement du commerce intra et extrarégional en Afrique. La réunion a été ouverte par Son Excellence Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, qui a invité les Africains présents à investir au Rwanda. D'autres invités à l'événement comprenaient Son Excellence Olusegun Obasanjo, ancien président de la République fédérale du Nigéria; John Rwangombwa, Gouverneur de la Banque centrale du Rwanda et Alhaji Aliko Dangote, Président du groupe Dangote.

## NAVIGATION FLUVIALE

## Le Bassin Congo-Oubangui-Sangha se meurt

**Confrontés à plusieurs problèmes tels que la vétusté des infrastructures et les obstacles physiques qui empêchent la bonne navigation, les fleuves Congo et Oubangui nécessitent d'importants investissements en vue de fluidifier le transport et les échanges.**

La République du Congo et les autres États riverains sont engagés dans un cadre de coopération pour garantir l'utilisation rationnelle des voies d'eau intérieures. Ces pays se sont dotés d'un protocole d'accord tripartite relatif aux modalités d'entretien des voies navigables d'intérêt commun liant le Congo, la RCA et la RD. Congo adopté en 2008 et le Code de la navigation intérieure Cémac/ RDC de décembre 1999.

En effet, entre juin et juillet de chaque année, les populations riveraines sont habituées à vivre l'ambiance des premières embarcations après plusieurs mois d'interruption. Au fil des ans, les manœuvres d'approche ou d'accostage deviennent de plus en plus difficiles à cause de l'insuffisance des moyens employés pour les opérations de balisage et de dragage.

Un dernier rapport d'étude de la Commission internationale du Bassin du Congo-Oubangui-Sangha (Cicos) fait état de la présence de plusieurs obstacles physiques (banc de sable, épaves, roches, troncs d'arbre, plantes aquatiques envahissantes), de la vétusté des infrastructures et équipements portuaires.

Quelques jours après l'ouverture de la campagne de navigation, au mois de juin dernier, il est louable d'interpeller les autorités compétentes sur la nécessité d'œuvrer dans le sens des réformes ; de veiller au respect des normes de protection et de sécurité. C'est une période favorable aux activités économiques, aux échanges commerciaux et au déplacement des personnes dans cette partie de l'Afrique centrale.

Dans ce contexte, les dirigeants de la Cicos se sont réunis récemment à Brazzaville pour tenter de formuler quelques pistes de solution. Des efforts de sensibilisation sont en train d'être faits, rassurerait Judith Enaw Efundu, l'actuelle secrétaire générale de la Cicos. « *Mais il appartient à chaque Etat membre de contribuer (...) et de faciliter la fluidité du transport fluvial. Notre rôle est d'essayer de travailler dans le cadre de l'Observation qui est comme l'œil qui surveille toute la navigation dans les eaux intérieures et d'en rendre compte aux dirigeants pour des décisions adéquates* », déclarait le 27 juin dernier à Brazzaville, Judith Enaw Efundu.



Quelques bateaux accostés au port de Brazzaville (Adiac)

#### La formation du personnel navigant

Parmi les solutions envisagées par les experts de la Cicos figurent en grande place la promotion du Centre régional de formation en navigation intérieure (Crfini). Cet institut qui a été créé en 2017 a pour vocation de former les ressortissants des six pays membres de la Cicos aux différents métiers nautiques.

L'essentiel de l'encadrement concerne la formation du capitaine de bateau. Celui-ci est la personne engagée par l'armateur pour assurer le commandement d'un bâtiment. Sont placés sous l'autorité du capitaine des barreurs, mécaniciens, électriciens, graisseurs, bateliers, matelots, dont la prestation concourt à la conduite, à l'entretien ou au service général d'un bateau.

#### Les opérations de dragage et de balisage...

Presque chaque année quelques semaines avant l'ouverture de la campagne de navigation, le Congo à l'instar des autres pays riverains procède aux opérations de dragage et de balisage pour tenter de désensabler le fleuve afin de le rendre navigable et pour alimenter le littoral et permettre l'accostage des bâtiments.

Les charges des États sont réparties par portion de cours d'eau, conformément au protocole d'accord tripartite relatif aux modalités d'entretien des voies navigables d'intérêt commun. D'après cet accord, l'entretien et le balisage de la route du Pool Malebo (PK 10 au PK 50 à Maloukou) et la section comprise entre le PK 50 sur le fleuve Congo et Mobenzele (PK 173 sur l'Oubangui) incombent à

la RD.Congo. À partir du PK 339 du fleuve Congo, soit à 10 km en amont de Bolobo jusqu'à Liranga, l'entretien et le balisage sur la rive droite sont à la charge du Congo et de la RCA. Les opérations de dragage et de dérochement de l'Oubangui depuis son confluent avec le fleuve jusqu'à Bangui sont aussi effectuées par ces deux pays. Le but de ces travaux est d'offrir au maximum un tirant d'eau de 0,9m en basses eaux à la côte de 1,2m à l'échelle du seuil de Zinga.

Il est prévu un mécanisme d'inspection en permanence sur les voies de navigation intérieure, dont le suivi est assuré par les services de l'État. Les capitaines ainsi que les autres membres de l'équipage sont tenus d'apporter leur collaboration au service d'inspection.

**Fiacre Kombo**



### AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 005 /MEPSA/2017

RECRUTEMENT D'UNE FIRME POUR LA MISE PLACE D'UN SYSTÈME BIOMÉTRIQUE POUR LE RECENSEMENT DES ENSEIGNANTS



1. La République du Congo, a obtenu une avance de préparation pour le Projet d'Appui à l'Amélioration du Système Educatif (PRAASED), et à l'intention d'utiliser une partie du montant pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : Recrutement d'une firme pour la mise en place d'un système biométrique pour le recensement des enseignants.

2. L'objectif principal de la mission est de mettre en place un système biométrique informatisé qui permettra d'enregistrer, d'identifier et de recenser le personnel de l'éducation du MEPSA (enseignants et personnel d'encadrement) en République du Congo. La firme devra concevoir et livrer le système informatisé incluant les terminaux, les logiciels, les bases de données, les manuels d'installation ainsi que les fonctionnalités de recherche.

3. La durée de la mission est de quatre (4) mois.

4. Les firmes intéressées sont invitées à manifester leur intérêt par écrit, par E-mail en produisant les informations indiquant qu'ils sont bien qualifiés pour effectuer les services demandés (brochures, descriptions des prestations similaires déjà réalisés, l'expérience applicable à la mission, etc. ...).

5. Les candidats peuvent obtenir des informations supplémentaires ( TDRS) pour une meilleure compréhension de la mission à l'adresse indiquée ci-dessous de 8h00 à 12h00 et 14h00 à 16h00 (heure locale).

6. Les candidats seront sélectionnés selon la méthode de Sélection fondée sur la qualification du consultant (QC) conformément aux Directives : sélection et emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale (édition courante)

7. Les manifestations d'intérêts portant la mention « Recrutement d'une firme pour la mise en place d'un système biométrique pour le recensement des enseignants.

8. » doivent être envoyées sous pli fermé ou par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 24 juillet 2017 à 16 h00 (heure locale):

9. Contact

Monsieur le Coordonnateur de l'unité fiduciaire du PRAASED  
Rue LOCKO Isaac, derrière l'Ambassade des Etats Unis  
BP. 1420

Tél. (242) 06 835 00 41

E-mail : contact@cabcongo.com / omfnadin@gmail.com  
Centre-ville / Brazzaville-CONGO

**Fait à Brazzaville, le 9 juillet 2017**

**Le Coordonnateur de l'agence fiduciaire**

**Yvon-Didier MIEHAKANDA**

## FILIERE BOIS

## Des vendeurs sensibilisés à la nouvelle réglementation

Une note circulaire publiée récemment définit les conditions de circulation des bois en grumes et débités issus des permis spéciaux au Congo. Le vendredi 7 juillet dernier, le collectif des scieurs et vendeurs de bois a réuni ses membres pour échanger autour de l'autorisation ministérielle et les questions d'intérêt commun.

La note circulaire n°0565 du 19 avril 2017 a été prise par la ministre de l'Economie forestière, Rosalie Matondo, conformément à l'arrêté n°5052 de juin 2007 déterminant les forêts soumises à l'exploitation des bois d'œuvre sur la base des permis spéciaux.

« Je vous rappelle que la circulation des bois en grumes et débités issus des permis spéciaux est libre sur l'étendue du territoire national, sous réserve de présentation par le transporteur des documents », signifiait la ministre dans sa note.

Les scieurs artisans, les commerçants et transporteurs devront désormais posséder un permis spécial faisant office de feuille de route ; une note verbale du directeur départemen-



Le collectif des scieurs et vendeurs de bois (Adiac)

tal de l'économie forestière du ressort du scieur attestant la provenance des bois en circulation et une copie légalisée de l'autorisation de transport délivrée au transporteur. Quant aux bois importés ou

en transit sur le territoire, les détenteurs des bois devront présenter des pièces délivrées par le pays d'embarcation tels que le certificat d'origine ; le certificat phytosanitaire des services zootechniques ; la dé-

claration douanière et la lettre de voiture.

Malgré ces formalités, l'autorisation ministérielle constitue

doute favoriser la relance des activités et offrir de l'emploi. « Pour éviter les tracasseries et assurer la traçabilité des recettes qui en découleront, nous proposons l'installation d'un guichet unique », a lancé Pascal Bakana Dio.

À en croire les dizaines de participants, la note circulaire n'est qu'une étape des mesures d'amélioration de la filière bois. « Il y a encore un chaquet de problèmes à résoudre, à savoir la difficulté d'approvisionnement dans les sociétés locales ; la lenteur dans le traitement des dossiers d'agrément, etc. », a-t-il ajouté.

Notons au passage que la rencontre des acteurs de la filière bois du Congo s'est déroulée le vendredi dernier, en présence de Marcel Nganongo, administrateur-maire de Ouenzé, le cinquième arrondissement de Brazzaville.

Fiacre Kombo

une bouffée d'oxygène pour les acteurs de la filière bois, qui faisaient l'objet de tracasseries. Pour le président du collectif, Pascal Bakana Dio, cette autorisation va sans nul

## EDUCATION

## Le gouvernement entend lutter contre des faux diplômes

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, a annoncé récemment que le gouvernement était en train d'ouvrir une information sur des faux diplômes délivrés depuis des années au Congo.

Dans le cadre de la poursuite de son programme de lutte contre les antivateurs, le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation entend mettre un terme à la falsification des documents délivrés dans les services habilités. « Des gens se permettent de trafiquer des diplômes, surtout qu'ils savent qu'il n'est plus évident de passer par le circuit informatique, ils se plaisent maintenant de falsifier les diplômes et quand vous les voyez, il n'y a pratiquement pas de différence avec le vrai diplôme », a déploré Anatole Collinet Makosso, se demandant si les détenteurs de ces diplômes pourront être capables de remplir les tâches qui leur seront confiées par des employeurs.

Parfait Wilfried Douniama

## TRANSPORT URBAIN

## Les agents de la STPU invités à reprendre du service dès ce 10 juillet

Après quelques semaines d'arrêt de travail à cause, entre autres, du non-paiement des salaires depuis quatre mois, la direction générale de la Société de transport public urbain (STPU) a appelé son personnel à la reprise du service ce lundi en attendant l'aboutissement des négociations en cours.

Selon le directeur général de la STPU, Alphonse Pepa, la reprise du travail est le seul moyen de renflouer les caisses de la société afin d'espérer payer les salaires attendus et ce, à partir du mois d'août. C'est ainsi qu'il a demandé aux travailleurs de renouer avec le service dès ce lundi 10 juillet. Une invitation qui renvoie le syndicat des agents à la réflexion.

« La reprise du travail, nos arriérés de salaire et la situation des licenciements abusifs seront examinés avant de donner suite à la demande du directeur général. Nous sommes déterminés à négocier aussi notre statut juridique qui nous mettra à l'abri de tels agissements », a indiqué le porte-parole du collectif des agents de la STPU, Davys Dienguissa.

Rappelons que la disparition de la circulation des bus de la STPU paralyse plus d'un Brazzavillois. En effet, habitués à se pointer aux arrêts de bus surtout aux heures de pointe, ils s'interrogent sur cet arrêt brusque et inattendu. Mis en service depuis 2015, ces bus, communément appelés « Mal à l'aise » étaient au départ 90 pour la seule ville de Brazzaville. Mais, actuellement trente seulement sont en bon état. Chacun, d'une capacité de 74 places dont 35 assises et 39 debout.

Fruits de la coopération entre les gouvernements congolais et indiens, les accessoires pour le bon fonctionnement de ces bus doivent provenir de l'Inde le pays fournisseur.

P.W.D.



**BUROTOP IRIS**

# TELEFUNKEN

Le Géant allemand des téléviseurs



**LED 32" HD: 159 000 Fcfa**

**LED 40" FULL HD SMART: 299 000 Fcfa**

**LED 48" FULL HD SMART: 399 000 Fcfa**

**LED 55" FULL HD SMART: 549 000 Fcfa**

**LED 65" FULL HD SMART: 999 000 Fcfa**

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60  
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

## AFRIQUE

## Après des réformes majeures, le prochain sommet de l'UA se tiendra en Mauritanie

**Nouakchott, la capitale de la Mauritanie, va accueillir la prochaine Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) entre juin et juillet 2018, a-t-on appris. Quelques réformes importantes ont été prises.**

Cette décision a été prise le dernier jour du 29<sup>e</sup> sommet de l'Union Africaine qui s'est tenu à Addis-Abeba en Ethiopie. Si l'information est confirmée, la Mauritanie abritera pour la première fois de son histoire la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA. Pour les responsables mauritaniens cette nouvelle « est une suite logique du sommet arabe de 2016 » organisé à Nouakchott. La Mauritanie avait accueilli le 1<sup>er</sup> sommet des États arabes de son histoire.

La réception des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA peut être considérée comme une victoire diplomatique de la Mauritanie deux ans après avoir présidé aux destinées de l'institution continentale. Depuis sa création en 1963, l'organisation peine à remplir pleinement ses objectifs. L'UA est non seulement dépendante financièrement mais en plus elle a montré son incapacité à résoudre les conflits qui ont secoué le continent noir.

L'UA vient d'enregistrer plusieurs

réformes majeures, notamment le passage d'un seul président à trois présidents, l'acquisition d'une taxe de 0,2% sur le tarif des importations - Le passage d'un seul président à trois présidents. Présidée jusqu'à par un président élu pour un an d'exercice, l'UA sera désormais gérée par trois présidents. Celui en exercice, son prédécesseur et son probable successeur. Donc pour cette année, on aura une troïka composée par Alpha Condé, le président en

**«L'Union africaine vient de trouver une formule de se financer elle-même»**

exercice, son prédécesseur Idriss Déby, et le probable successeur. Le nom de Paul Kagamé du Rwanda est avancé pour succéder à Alpha Condé. Pour plus d'efficacité, l'Union Africaine a décidé d'organiser désormais deux sommets par an au lieu d'un seul jusqu'ici. - «L'Union africaine vient de trouver une formule de se financer elle-même», a déclaré l'économiste Carlos Lopes. La décision a été prise par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA. Carlos Lopes, qui est membre du comité

de réforme de l'UA piloté par le président rwandais Paul Kagamé, a dit son optimisme face à la solution retenue par les chefs d'Etat. «Je pense que l'Union africaine a trouvé la formule. 0,2% sur le tarif des importations du continent permettent d'avoir même plus que ce dont a besoin l'Union Africaine. Ceci dit, il y a un certain nombre de trépidations, de difficultés qui sont liés au fait que, techniquement, pour n'importe quelle mesure tarifaire, il y a des éléments de négociations commerciales, il y a aussi des éléments de cadre juridique national».

Ajoutant : «Il y a certains pays qui évoquent que leur constitution ne permet pas telle chose, d'autres qui pensent que l'OMC pourrait constituer un obstacle. Nous avons passé en revue l'ensemble de ces difficultés et nous estimons qu'elles sont toutes gérables. Bien sûr, ça va prendre du temps jusqu'à ce que tout le monde soit confortable... ». Selon Carlos Lopes, dix pays sont déjà prêts à contribuer et une douzaine de pays additionnels en route. « Je pense qu'on a mis la machine en marche. Si on arrive avant la fin de l'année à avoir tous les pays africains qui sont déjà dans ce mouvement, je pense que le pari sera gagné », dit-il.

Noël Ndong

## VATICAN

## Le pape demande aux puissances mondiales de penser aux pauvres

**Le souverain pontife a adressé un message au sommet du G-20 à Hambourg ; une sorte de pique de rappel aux consciences du monde.**

Le pape François a adressé un message aux représentants des 20 puissances économiques mondiales réunis en un sommet de deux jours, le G-20, à Hambourg, en Allemagne. Le Pape les appelle à mettre au centre de leurs délibérations le sort des pauvres, des réfugiés, « ceux qui souffrent, des personnes évacuées et exclues, sans distinction de nationalité, de race, de religion ou de culture ».

Le message du chef de l'Eglise catholique rappelle sa constante préoccupation sur ces sujets, demandant que le monde ne souffre pas d'amnésie face aux urgences du moment. « Dans le document programmatique de mon pontificat, j'ai proposé quatre principes d'action pour la construction d'une société fraternelle, juste et pacifique : le temps qui est supérieur à l'espace ; l'unité qui prévaut sur le conflit ; la réalité plus importante que l'idéal et le tout supérieur à tous », a écrit le pape.

« J'adresse aux chefs d'Etat et de gouvernement du G20, ainsi qu'à toute la communauté mondiale, un appel du fond du cœur concernant la situation tragique au Soudan du Sud, au bassin du lac Tchad, dans la Corne de l'Afrique et au Yémen, où trente millions de personnes n'ont pas la nourriture et l'eau nécessaires à leur survie », a rappelé le pape. Il appelle à « un engagement à prendre en compte urgemment ces situations et à apporter un soutien immédiat à toutes ces personnes ».

Lucien Mpama



# ENTRETIEN CLIMATISATION



Diagnostiquer votre véhicule à

**45.000 Frs CFA TTC**

**FILTRE À POLLEN TOUS TYPES** -20% de Remise

**PURIFIANT HABITACLE** -20% de Remise

**NETTOYANT CLIMATISATION** -20% de Remise



MAIN D'OEUVRE GRATUITE

**REVISEZ VOTRE IDÉE DU SERVICE**

**JUSQU'AU 31 AOÛT 2017**



Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève  
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso  
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 06 665 44 65  
BP 247 - Tél.: (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 06 665 14 39

**NO NALA**  
CONTREFAÇON

## DIPLOMATIE

## Jean Claude Gakosso échange avec les ambassadeurs des USA et de Chine

**Le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso, s'est entretenu tour à tour le vendredi 7 juillet avec le nouvel ambassadeur des Etats-Unis, Todd P. Haskel et l'ambassadeur de Chine, Xia Huang.**

Le diplomate américain était venu présenter les copies figurées des lettres qui l'accréditent en qualité d'ambassadeur des Etats-Unis en République du Congo, alors que son homologue chinois a échangé longuement avec le chef de la diplomatie congolaise sur des questions liées au renforcement de la coopération sino-congolaise.

Titulaire d'un bachelor (licence) en administration des services diplomatiques de l'université de Georgetown, Todd P. Haskel a une carrière de 32 ans au service de la diplomatie, avec rang de ministre conseiller. Avant de rejoindre son nouveau poste à Brazzaville, il assumait depuis 2015 les fonctions de sous-secrétaire adjoint au Bureau des Affaires africaines.

Auparavant, il avait servi comme directeur de la diplomatie publique et des Affaires publiques dans 48 ambassades et consulats américains en Afrique subsaharienne. Dans ces positions antérieures, il travaillait avec les ambassades américaines sur le terrain et les agences à Washington pour la mise en œuvre de la bourse de « Mandela Washington », le programme emblématique de l'Initiative des Jeunes leaders africains (YALI). Todd P. Haskel avait aussi précédemment servi comme conseiller aux Affaires en République domini-

caine (2010-2013), responsable des Affaires publiques à Johannesburg en Afrique du Sud (2006 et 2010),



Jean Claude Gakosso et Todd P Haskel (Adiac)

et comme conseiller aux Affaires publiques au Burkina Faso (2003-2006).

Outre cela, Todd P. Haskel a travaillé aux représentations diplomatiques de son pays au Pakistan, aux Phi-

lipines, en Pologne, en Israël, et au Mexique. Il est récipiendaire du Prix d'honneur supérieur et du Prix

d'honneur méritoire du Département d'Etat.

Le diplomate chinois a, pour sa part, informé le ministre des Affaires étrangères de la visite prochaine d'une délégation gouvernemen-

tal congolaise en Chine. « Je lui est rendu compte de ce que nous avons fait et je lui ai annoncé quelques nouvelles. Les ministres congolais vont se rendre en Chine pour échanger avec les différentes autorités chinoises », a-t-il indiqué

à la presse sans précision de date. « C'est une mission qui s'inscrit dans le cadre des échanges que nous avons depuis le début de cette année », y compris lors de la visite à Brazzaville du ministre des

Affaires étrangères chinois et du vice-ministre du commerce, a ajouté Xia Huang. Il s'est félicité de ce que les échanges d'un « haut niveau » vont se poursuivre lors de la visite prochaine de la délégation congolaise en Chine.

L'ambassadeur a, par ailleurs, annoncé que dans un mois et demi, un « navire hôpital » de la marine chinoise arrivera au port de Pointe-Noire. « C'est une action qui rentre dans le cadre de notre coopération militaire et aussi sanitaire parce que c'est un navire qui fait plus de 14.000 tonnes et offre un hôpital de 3<sup>e</sup> catégorie, selon les normes de la navigation mondiale », a-t-il précisé.

« Ce sera un grand rendez-vous, un rendez-vous qui rentre dans le cadre du renforcement de notre coopération », a souligné le diplomate, ajoutant que le personnel à bord procédera à des visites médicales, aux soins et aux consultations ouvertes à toutes personnes.

Interrogé sur les élections législatives dont le premier tour aura lieu le 16 juillet, Xia Huang a dit qu'il suivait de près l'évolution des choses depuis quelques semaines. « Ce que nous souhaitons, c'est que le scrutin puisse se dérouler dans les conditions les plus favorables, dans une ambiance sereine, pour que la volonté démocratique se dégage des urnes », a-t-il conclu.

**Nestor N'Gampoula**

## Cabinet d'Audit et de Conseil en Gestion (CACOGES)

### SEMINAIRE DE FORMATION

Sur le nouvel Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit Comptable et à l'Information Financière

Brazzaville du mercredi 12/07/17 au jeudi 13/07/17

Horaires : de 08h30 à 17h30 (avec 2 pauses café)

Tarif : 297 250 TTC/personne

Inscriptions :

Par mail et téléphone : [serge.akamandeli@cacoges.cg](mailto:serge.akamandeli@cacoges.cg) (06 510 64 91)

[cacoges@gmail.com](mailto:cacoges@gmail.com) / [cacoges@cacoges.cg](mailto:cacoges@cacoges.cg) (06 989 06 06)

■ Brazzaville

Immeuble 7 Eucalyptus  
2<sup>e</sup> Etage, Entrée 201  
Av. de la liberté,  
Résidence, Les Flamboyants  
En face de l'hôpital militaire  
République du Congo  
Tél. : 06 989 06 06

#### Qui est concerné ?

- Toute personne intéressée par la pratique de la comptabilité et l'établissement des états financiers.
- Toute entreprise dans tous les secteurs d'activités (BTP, services, pétrole, banque, etc)

#### Quels sujets sont-ils abordés ?

- Comprendre les composantes du nouveau dispositif comptable et cadre conceptuel
- Maîtriser les nouvelles dispositions comptables
- Les améliorations des traitements comptables
- La présentation des états financiers

## L'Ambassadeur d'Algérie à Brazzaville,

Profondément affecté par le décès de Bellal Messaoud, présente, au nom de l'ensemble du staff de l'Ambassade et de la communauté algérienne en République du Congo, à sa famille et ses enfants, Réda et Mourad, ses sincères condoléances et les assure, en cette douloureuse et pénible circonstance, de sa profonde sympathie et de sa compassion.

Feu Messaoud, dit «Belly» fut un pionnier d'Algérie au Congo, où il a entretenu une amitié profonde et indéfectible au Congo, sa seconde patrie, qu'il avait choisie en terre d'accueil et où il compte d'innombrables amitiés..

Il fut un exemple de convivialité, d'hospitalité et d'amour pour ses hôtes et ses amis chez lui, à la «Coupole» à Brazzaville et à la «Baraka» à Pointe-Noire.

Puisse Allah, le Tout Puissant, lui rendre sa générosité, sa fidélité et sa charité du Haut de sa Bénédiction. et de sa Miséricorde.

A tous ceux qui l'ont connu, côtoyé et aimé, une prière pour que le Tout Puissant accorde au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'Accueille en son Vaste Paradis.

## NÉCROLOGIE



Le secrétaire général de la Présidence de la République a la profonde douleur d'informer l'ensemble du personnel du cabinet du chef de l'État du décès le 2 juillet 2017 à Brazzaville de Joseph Mbys Assolant, conseiller spécial de Son Excellence, Monsieur le président de la République. La veillée mortuaire se tient à son domicile sis, N°2, rue Thestar (avenue du cimetière UTA-centre ville).

La date des obsèques sera communiquée ultérieurement. Le secrétaire général de la

Présidence de la République présente ses condoléances les plus émues à la famille éplorée.



Nely carole Biantomba, agent des Dépêches de Brazzaville, les familles Nkounkou Kimbembe, Nsangou et enfants ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur fille Nkounkou Kimbembe Nette stéphanie, survenu le 3 juillet 2017 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au N° 13 de la rue Songui à la Base

(arrêt de bus Comus).

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

Brice Bakouma, agent des Dépêches de Brazzaville, la famille et enfants Massamba ont le regret de vous annoncer le décès de leur père Joachim Massamba, Pr à la Faculté des sciences et ancien directeur général de l'enseignement supérieur, survenu le 29 juin 2017 à Brazzaville.

La veillée se tient à Sonaco (Moukondo) non loin de l'ex boulangerie François Mpélé.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



## IN MEMORIAM



Les enfants et petits-fils Nicodème Kouakira, Léonie Madzela, Agathe Nkoli, Céline Madzouélé et Furet Kouakira demandent à tous ceux qui ont connu et aimé leur père M. Kouakira d'avoir une pensée pieuse pour lui.

À cet effet, pour le dixième anniversaire (8 juillet 2007-2017) de retour vers le Père Tout puissant de ce dernier, une messe a été dite le samedi 8 juillet 2017 en la cathédrale Sacré-cœur à 15 heures.



# LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE**

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces, Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo

Horaires d'ouverture:

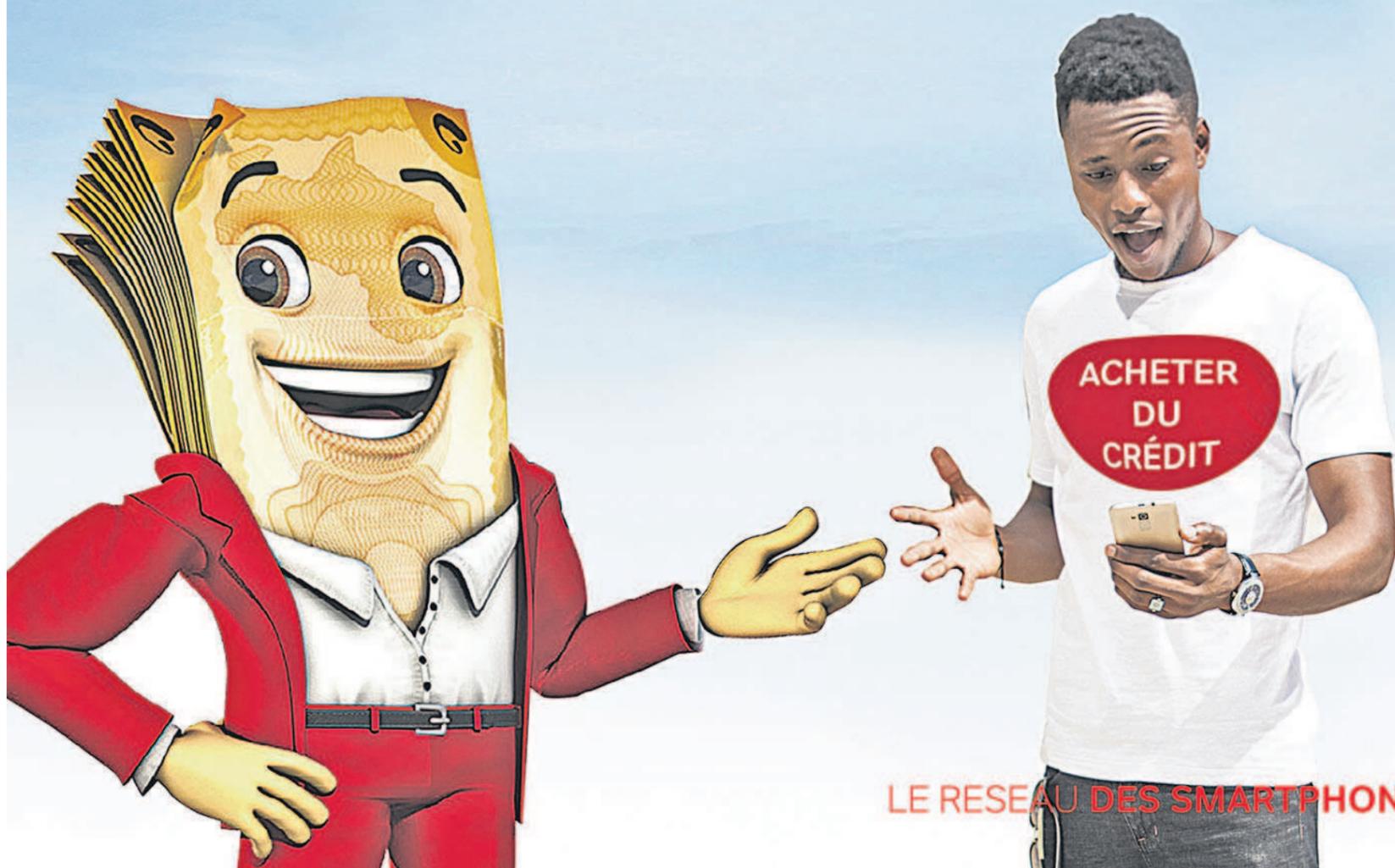
Du lundi au vendredi (9h-17h)  
Samedi (9h-13h)





**POURQUOI AIRTEL?**  
GAGNE **100% DE BONUS**  
EN RECHARGEANT PAR AIRTEL MONEY  
Compose **\*128\*2\*1#**

AG Partners 



LE RESEAU DES SMARTPHONES

## INFRASTRUCTURES

## Le barrage d'Inga 3 risque de devenir un fardeau pour la RDC

**Pour la société civile qui s'appuie notamment sur l'analyse économique de ce projet faite par International Rivers, la construction de ce barrage risquerait de plonger la RDC dans un endettement.**

La conférence de presse tenue le 6 juillet 2017 à Ngaliema à Kinshasa a permis à la société civile de tirer la sonnette d'alarme sur les risques que le Projet Inga 3 soit

pose les défauts flagrants dans les hypothèses concernant la performance probable de ce barrage qui fait l'objet d'un contrat entre la RDC et la République Sud-africaine et dont le Congo attend la constitution d'un groupement unique (offre unique) par les deux derniers candidats développeurs restés en lice pour se lancer dans la construction de cet ouvrage.

ment de la RDC, les citoyens congolais et les investisseurs potentiels », a avisé la société civile qui note avec Freddy Kasongo de l'Observatoire d'études et d'appui à la responsabilité sociale et environnementale (OEARSE) que « la RDC était l'un des pays les plus riches en ressources dans le monde, mais souffre d'une énorme pauvreté énergétique ».

de revenus, mais cela augmentera probablement le fardeau de la dette de la RDC », a expliqué le directeur du programme Afrique d'International Rivers, Rudo Sanyanga, cité par ces organisations dans le communiqué de presse rédigé à l'occasion de cette conférence de presse. Et cela, a-t-il avisé, n'entraînera pas l'accès à l'énergie nécessaire pour les citoyens congolais. « Ce serait

S'appuyant sur cette analyse, ces ONG ont, par contre, proposé des alternatives qui, selon elles, pourraient être plus bénéfiques aux populations congolaises. Il s'agit, entre autres, de chercher à réhabiliter Inga 1 et Inga 2. « Il faut d'abord donner de l'électricité aux populations congolaises avant de chercher à l'exporter », a souligné le secrétaire technique de la Corap, Emmanuel Musuyu. Si Inga 3 ne pouvait pas, a-t-il dit, produire plus de 60 % d'énergie attendue alors que le contrat signé avec l'Afrique du Sud est contraignant, on risquerait de satisfaire l'Afrique du Sud et les entreprises minières alors que la population n'aura rien. Emmanuel Musuyu a donc souligné que cette étude a montré que le barrage Inga 3 appauvrira encore la RDC sans fournir l'énergie dont le pays a tant besoin.

Dans ses conclusions, cette étude d'International Rivers montre que la RDC pourrait avoir un meilleur accès à l'énergie pour sa population si elle utilisait les fonds destinés à Inga 3 pour développer des micro-barrages et capitaliser le potentiel du mix énergétique dont regorge le pays. « Un tel investissement permettrait à la RDC de générer suffisamment d'électricité pour augmenter l'accès d'environ 2,7 millions de personnes à travers le pays », est-il proposé.

Pour la directrice exécutive d'International Rivers, Kate Horner, citée par ces organisations, « si la RDC veut devenir un véritable leader économique qui définit un modèle d'accès énergétique en Afrique, elle devrait appuyer sur la touche pause du projet Inga 3 et explorer les solutions énergétiques qui peuvent faire une différence durable pour les Congolais ». Cette alerte conjointe a été lancée par la Coalition des organisations de la société civile pour le suivi des réformes et de l'action publique, International Rivers, Femmes solidaires et OEARSE.

Lucien Dianzenza



Solide Nehema de Mission développement, Emmanuel Musuyu de la Corap et Blandine Bonianga Inanga de Feso lors de la conférence de presse photo Adiac

plus un fardeau qu'il ne booste le développement de la RDC. S'appuyant notamment sur le nouveau rapport publié par l'ONG International Rivers, ces organisations ont averti que le barrage d'Inga 3 risquerait de plonger la RDC dans un endettement étant donné qu'il lui sera difficile de produire des revenus qu'il aura engloutis pour sa réalisation ou de rendre le service attendu de lui, en fournissant du courant électrique aux populations. « Un nouveau rapport constate que la RDC risque de subir des pertes financières et continuer dans la pauvreté énergétique si elle poursuit le développement du projet hydroélectrique Inga 3 », ont-elles dit.

Cette première analyse approfondie du projet hydroélectrique Inga 3 en RDC intitulée « Endetté et à l'aveuglette » rédigée par l'économiste britannique Tim Jones d'International Rivers ex-

#### Des hypothèses dangereusement optimistes

Pour la société civile, dès le début, Inga 3 a été en proie à des hypothèses dangereusement optimistes par rapport à sa performance, y compris une puissance supérieure aux centrales les plus efficaces au monde, des dépassements de coût nul et des pertes de transmission irréalistes. Alors qu'en se servant des données empiriques des performances des projets hydroélectriques similaires en Afrique et à l'échelle mondiale, Jones a testé les revendications des promoteurs concernant les avantages socioéconomiques d'Inga 3 et a ensuite estimé les performances potentielles du barrage dans une gamme de scénarios. « Ses résultats mettent en évidence les risques financiers graves associés au projet hydroélectrique Inga 3 qui devraient sérieusement inquiéter le gouverne-

#### Éviter le pire

L'analyse d'International Rivers montre que dans les scénarios les plus probables, le gouvernement congolais perdra de l'argent. « Même avec des estimations assez prudentes des dépassements de coûts et des hypothèses généreuses de l'électricité générée, des prix de l'électricité et des taux d'intérêt bas, la RDC pourrait perdre 618 millions de dollars par année sur le projet, soit près de 22 milliards de dollars au cours de la durée de vie de 35 ans du barrage », ont noté les ONG, en soulignant que ces pertes financières pourraient atteindre 1,5 à 2 milliards de dollars par année dans des conditions défavorables - jusqu'à 70 milliards de dollars sur la durée de vie du projet - en gonflant les niveaux d'endettement de la RDC et nuisant à sa santé économique à long terme. « Non seulement Inga 3 n'aura pas

un investissement désastreux pour la RDC », a-t-il averti.

Satisfaire les besoins des communautés congolaises Pour ces ONG, leurs actions visent à voir les intérêts des communautés congolaises être pris en compte et le pays se développer. Elles ont, par ailleurs, constaté, avec ce rapport qu'Inga 3 plongera la RDC dans une situation de dette, en exportant l'énergie indispensable à l'extérieur du pays, alors que les citoyens congolais recevront trop peu ou pas d'énergie, tout en permettant aux investisseurs internationaux de récolter les bénéfices. « Les revendications concernant les avantages d'Inga 3 sont énormément exagérées », a expliqué Jones cité par ces ONG qui relèvent que le barrage constituerait un énorme fardeau financier pour le gouvernement et le peuple congolais et fournirait peu ou pas d'électricité.

## VTB CAPITAL – RDC

## Pas d'engagement sur le milliard de dollars US de la banque russe

**Un communiqué de la VTB Capital vient de nier tout engagement de prêt vis-à-vis des autorités congolaises. Selon l'Agence Ecofin qui reprend les grandes lignes du document, la deuxième banque russe a apporté cette précision le 5 juillet, soit deux jours à peine après l'annonce d'une rencontre fructueuse entre le Premier ministre, Bruno Tshibala, et une délégation de la banque conduite par le président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC).**

Le site de la primature a fait état de l'intention de la banque russe d'investir un milliard de dollars en RDC.

En se référant à la substance même du communiqué, il n'y a jamais eu l'intention d'engager un quelconque prêt à la RDC. En d'autres termes, la question n'est même pas à l'ordre

des échanges présents et futurs entre les autorités congolaises et les responsables de la banque. Une situation assez paradoxale car le site de la primature a montré les photos de la poignée de main de chaleureuse et surtout la présence du président du patronat national à cette rencontre de lundi. Dans

ces conditions, il est difficile de parler d'une visite de courtoisie. Toutefois, au moment où nous mettions sous presse, aucune réaction de la primature n'est signalée sur cette affaire. Pour VTB Capital, les réunions avec les autorités n'ont eu pour seul but que d'établir des démarches à mener pour réussir des futures levées de fonds et non un accord de prêt d'un milliard de dollars USD. Par ailleurs, note Ecofin, il y a bien une volonté exprimée depuis l'année dernière par les autorités congolaises d'émettre un eurobond de

1 milliard mais la démarche n'a pas abouti en raison de la crise politico-économique que traverse le pays. Cette rencontre avec une banque bien intégrée dans la région à travers sa deuxième branche investissement VTB Capital a laissé croire en un possible « deal » pour faciliter les emprunts à la RDC comme pour le cas de la Mozambique qui a obtenu, grâce à ce groupe bancaire russe, 2 milliards d'emprunts.

L'Agence Ecofin fait remarquer que l'opération s'est déroulée en toute opacité mettant ainsi

les autorités mozambicaines en situation très délicate. Autre argument à la difficile réalisation d'un prêt d'un milliard en faveur de la RDC, la banque russe elle-même compte réduire ses interventions dans la région. La conjoncture économique mondiale peut justifier une telle décision. Bien entendu, nous suivons de près la réaction de la primature sur cette épineuse question de la future collaboration (ou pas) entre la RDC et la banque russe qui commence déjà à prendre une tournure politique.

Laurent Essolomwa

## AFFAIRES SOCIALES

# Une rencontre solennelle autour de la question de handicap

**Le comité de pilotage du Comité interministériel de suivi de la convention internationale relative aux droits des personnes handicapées et de son protocole facultatif a tenu, le 6 juillet, au Centre de rééducation pour handicapés physiques à Gombe, sa première réunion.**

La rencontre présidée par le ministre chargé des Affaires sociales, Eugène Serufuli, a permis la prise de contact des différents parties prenantes et l'adoption de la feuille de route de cette structure.

Pour le ministre Eugène Serufuli, cette étape constitue un moment fort du processus qui a été lancé par le président de la République, Joseph Kabila, en plaçant la RDC dans le giron des États-parties à ladite convention, à travers la publication de la loi n°13/24 du 7 juillet 2013 ainsi que la signature de l'instrument d'adhésion à cette Convention et son dépôt au siège des Nations unies en septembre 2015.

Cette réunion, à en croire le ministre des Affaires sociales, visait à lancer les travaux du Comité interministériel de suivi de l'application de cette convention et du processus d'élaboration du rapport initial sur sa mise en œuvre.

Un processus permanent

Le ministre des Affaires sociales a, par ailleurs, averti qu'il serait utopique de penser que les éléments de cette convention pourraient être décrétés en un jour. « *Cela n'a jamais été le cas pour*



La salle lors de cette rencontre / photo Adiac

*les Nations qui ont adhéré à cette convention avant nous et qui ont des moyens financiers plus considérables que les nôtres* », a avisé le ministre Serufuli qui a noté que ces Nations, comme la RDC, font aussi de l'amélioration du système de protection et de promotion des droits des personnes handicapées un processus permanent, étant donné que le respect intégral des droits constitue un idéal à poursuivre chaque jour. Le ministre Eugène Serufuli a, par ailleurs, relevé la détermination du gouvernement de rehausser le niveau de vie des personnes vivant avec handicap, qui sont encore butées à d'énormes difficultés, en prenant l'option de leur inclusion socioéconomique. Cette option, a-t-il souligné, a été levée à l'occasion de la table

ronde des états généraux sur la situation des personnes handicapées qui a eu lieu en juin 2016 et ayant permis au gouvernement de se doter de deux outils importants pour concrétiser cette inclusion sociale dont le Plan stratégique quinquennal (2016-2021) de protection et de promotion des personnes handicapées en RDC et le Mécanisme national de suivi de l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et son protocole facultatif.

Le ministre Serufuli a rassuré qu'au-delà de la problématique de handicap, la mise en œuvre de la Convention sur les droits des personnes handicapées conduira résolument à la transformation de la société en termes d'infrastructures sociales, économiques,

industrielles, environnementales, médicales, de recherche et éducation, etc.

## Respect des engagements

Pour le ministre Eugène Serufuli, la feuille de route présentée et validée au cours de cette réunion du Comité a marqué le coup d'envoi des activités projetées ainsi que la preuve du respect des engagements pris par le gouvernement congolais en ratifiant cette Convention. « Ainsi, ce moment de lancement dudit mécanisme constitue pour moi un moment important, non seulement du fait de mes charges de ministre des Affaires sociales mais également du fait de mes convictions personnelles de voir un monde plus inclusif », a-t-il affirmé. À l'en croire, la transformation de la société telle que citée

précédemment traduit l'engagement personnel du chef de l'État et la détermination du ministre chargé des Affaires sociales pour la mise en œuvre de cette convention.

Soulignant l'importance de cette activité, le ministre Serufuli a noté que le Comité de pilotage du Comité interministériel de suivi de la convention internationale relative aux droits des personnes handicapées et de son protocole facultatif constituait le gage institutionnel de l'application de ladite convention et son protocole facultatif. Il était également, a-t-il continué, un outil de coordination avec tous les autres ministères sectoriels ainsi que les partenaires techniques et financiers et les personnes handicapées elles-mêmes. « *C'est sur ce comité donc que seront tournés les regards de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de ladite convention, et cela en termes de suivi, d'observation et des recommandations aux acteurs engagés* », a expliqué le ministre. Cette activité s'est appuyée sur la présentation, par le directeur général du Fonds national de promotion et de Service social, Me Alice Mirimo, du Comité et son fonctionnement. Le ministre a, par ailleurs, encouragé cet établissement public à ne ménager aucun effort en vue de continuer la mobilisation des ressources en vue de mener à bout ce processus.

**Lucien Dianzenza**

## ACTION HUMANITAIRE

# Cinq millions d'euros de l'UE en faveur des déplacés internes

**La Commission de l'Union européenne (UE) évalue à quelque 200.000 le nombre des personnes qui devraient bénéficier de cette intervention financière.**

Nonobstant la tension qui règne entre la RDC et l'UE qui continue d'agiter le spectre de la sanction contre certains dirigeants congolais accusés d'entraver le processus électoral, le volet humanitaire n'a hélas pas été écorné par cette mauvaise passe. C'est dans ce cadre qu'il faut insérer la nouvelle aide humanitaire de cinq millions d'euros que vient d'octroyer l'institution européenne au profit des huit provinces de la RDC touchées par les violences depuis août 2016. La commission de l'UE ne pouvait rester insensible aux souffrances atroces ainsi qu'aux violences auxquelles sont soumises les populations congolaises en général et celles du Kasai en particulier.

Le commissaire européen chargé de l'Aide humanitaire et de la Gestion des crises, Christos Stylianides, a fait savoir que « *seuls le dépôt des armes et le rétablissement de la paix permettront, en définitive, à tous ceux qui sont victimes de ce*

*conflit de rentrer chez eux et de reconstruire leur vie* ». À ce jour, près de 2,6 millions de personnes sont désormais touchées par le conflit. Préoccupée par cet état de choses, l'UE s'est décidée d'intervenir financièrement à travers cette enveloppe de 5 millions d'euros qui porte le montant de l'aide humanitaire fournie par l'institution aux personnes les plus vulnérables en RDC à près de 28 millions d'euros depuis le début de l'année 2017. Ce financement, à en croire l'UE, contribuera à répondre aux besoins les plus urgents des personnes déplacées à l'intérieur du pays, dont la plupart sont des femmes et des enfants. Il sera aussi question de répondre à leurs besoins en matière de protection, à fournir une aide vitale incluant l'accès à l'eau et l'assainissement, des abris ainsi qu'une aide dans les domaines sanitaire et alimentaire. Les 5 millions d'euros permettront également de renforcer les capacités logistiques des partenaires humanitaires dans un pays où l'accès à certaines régions est souvent difficile en raison du manque d'infrastructures et du niveau élevé d'insécurité.

**Alain Diass**

## ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES

# Micheline Potignon Ngondo fera du social sa préoccupation

**La candidate du Mouvement action et renouveau (MAR) de la première circonscription électorale de Lumumba, Micheline Potignon Ngondo, a dit vouloir consacrer le prochain mandat sur le social, en mettant notamment l'accent sur les veuves.**

Lors du lancement officiel de sa campagne le 5 juillet, la candidate du MAR a rappelé quelques oeuvres réalisées pendant ses précédents mandats. A cette même occasion, elle a présenté aux habitants de cette circonscription, son suppléant, Laurent Odzola et

la suite de sa liste aux locales. Micheline Potignon Ngondo a déjà passé deux mandats en tant que députée de Lumumba 1 avant de perdre le troisième en 2012 face à Alexis Ndinga, candidat à sa propre succession. Parmi les réalisations de la candidate, on peut, entre autres citer la construction des ponts, de l'hôpital de Tchimbamba, la réalisation des forages et plusieurs autres. Cette dame de coeur a marqué la nation tout entière en initiant la « Loi Potignon » axée sur la protection de l'enfant au Congo.

La candidate entend revenir à l'hémicycle pour faire voter une

seconde loi portant sur la protection des veuves, c'est d'ailleurs son cheval de bataille, indique-t-on. Toujours dans cet élan de solidarité et préoccupée par le social des fils et filles du département de Pointe-Noire en général et de sa circonscription en particulier, Micheline Potignon Ngondo a annoncé la construction d'une maternité de deux niveaux à l'hôpital de Tchimbamba.

Notons que Micheline Potignon Ngondo sera face à plusieurs challengers dont Alexis Ndinga le député sortant et Sidoni Plaza Moulady.

*Charlem Léa Legnoki*

## INTERVIEW

## Caryl Sisto Obondoko Ellangui : « Derrière l'aumône, le donateur et le bénéficiaire obtiennent une bénédiction divine »

**L'auteur du livre « La puissance de l'aumône » s'exprimait ainsi lors de l'interview qu'il a accordée le 6 juin aux Dépêches de Brazzaville. Au cours de cet entretien, Caryl Sisto Obondoko Ellangui a montré l'importance de l'aumône et il est revenu sur les circonstances qui ont fait qu'il écrive ses deux premiers livres.**

**Les Dépêches de Brazzaville : Combien de livres aviez-vous déjà dans votre répertoire depuis que vous vous êtes lancé dans l'écriture ?**

**Caryl Sisto Obondoko Ellangui :** Je suis à mon troisième livre, le premier s'intitule « Une maladie incurable n'est pas la fin du monde » paru en 2013, le deuxième « Vous n'êtes pas stérile » paru en 2014. Deux livres qui accrochent avec un style de témoignages motivationnels. Et le troisième que je viens récemment de publier est « La puissance de l'aumône », livre écrit avec un style d'enseignement. Ce livre vient éclairer les lecteurs, les chrétiens et l'ensemble de la population sur un sujet que je constate négligé dans les milieux ecclésiastiques, notamment l'aumône ou l'assistance faite aux pauvres.

**LDB : Pouvez-vous nous rappeler brièvement les contenus de vos premières parutions ? Et quel a été le comportement de chaque ouvrage sur le terrain ?**

**CSOE :** Mon premier livre relatait une expérience douloureuse en ce sens que moi-même qui suis l'auteur étais atteint d'un cancer. Ce livre rassemble donc les différentes périodes entre la découverte, l'acceptation et les trajectoires d'approches en vue de la résolution de ce problème, notamment la croyance en Dieu qui occupe une place capitale dans la guérison. Ainsi, ce livre permet de motiver des personnes qui souffrent non seulement du cancer mais aussi d'autres maladies à l'instar du diabète, vih et autres. Quant au deuxième livre, il est important de noter que « ne pas avoir d'enfants à l'instant T » ne veut pas dire que vous n'aurez jamais d'enfants durant toute votre vie. Donc pour avoir passé par là, je connais ce que peut ressentir une personne qui souffre de ce type de



*Caryl Sisto Obondoko Ellangui*

problème. Les gens sont un peu habitués à entendre parler de la stérilité féminine. Lorsqu'il s'agit d'une stérilité masculine, cela est souvent déstabilisant et touche à l'égo de l'homme. Certaines personnes soit le cachent soit évitent de communiquer sur le sujet. Par rapport au retour d'écoute que j'ai des lecteurs, les deux premiers livres sont écrits dans un style un peu particulier, direct avec une narration motivationnelle. D'où ces livres sont beaucoup acceptés par les lecteurs.

**LDB : Apparemment vous semblez être très fier de cette présente parution. De quoi parlez-vous là dedans et pourquoi cette joie de votre part ?**

**CSOE :** Dans cette présente parution, il s'est agi d'une question d'actualité. « La puissance de l'aumône » qui traite de l'assistance faite aux pauvres de façon désintéressée. Mais je crois qu'en le faisant, on obtient toujours quelque chose même d'immatériel de la part de Dieu. Encore que la plus grande satisfaction étant de voir la personne qui était souffrante hier devenir heureuse aujourd'hui ou d'être guérie. Comme le dit la bible, il y a plus de bonheur à donner qu'à recevoir. Donc, derrière l'aumône, le donateur et le bénéficiaire obtiennent

une bénédiction divine.

**LDB : C'est dire que désormais vous vous consacrez plus à l'écriture qu'à d'autres choses, notamment à l'association des enfants orphelins que vous animez ?**

**CSOE :** Écrire exige bien sûr beaucoup de discipline. C'est autant dire que malgré mon emploi du temps parfois un peu chargé, je dispose souvent un temps d'isolement où je peux avoir une inspiration pour écrire. Concernant la gestion de l'association, il y a des gens formés qui prennent le relai lors de mon absence.

**LDB : Quelles sont les sources de vos innombrables inspirations ?**

**CSOE :** C'est le vécu quotidien. Il faut dire que l'on écrit ce que l'on a vécu, ce que l'on appréhende mieux. Chaque jour qui passe, je me rends compte que Dieu m'a donné la capacité de me rencontrer avec des choses qui me motivent à écrire. En plus, la bible nous demande de plus évangéliser la parole de Dieu avec les moyens dont nous disposons.

**LDB : On dit de vous de quelqu'un qui apprécie rarement les critiques d'autres écrivains. Votre avis.**

**CSOE :** Sans critique, on ne peut pas avancer. La critique n'est pas toujours négative. C'est vrai que si l'on touche votre égo, la première tendance sera de se replier. Si l'on vous critique, il y a forcément quelque chose de positif ou de moins améliorée et si vous comprenez cela de la sorte, vous vous améliorez mieux encore.

**LDB : Votre mot de la fin ?**

**CSOE :** Mon mot de la fin, c'est de dire que « La puissance de l'aumône » ne serait être ma dernière parution. Il y en aurait d'autres plus fortes. En plus, nous souhaiterons élargir notre association afin qu'elle aille au-delà des enfants orphelins car d'autres catégories de personnes vulnérables ont aussi besoin d'aides.

*Propos recueillis par Faustin Akono et Séverin Ibara*

## HUMEUR

## Quand tous ceux qui assistent aux meetings ne se sont pas enrôlés !

**L**e vrai problème lors des élections, a-t-on constaté, devrait être en amont celui de se faire enregistrer sur des listes électorales lors des périodes des révisions de ces listes. Cet aspect est surtout négligé par des prétendants futurs candidats qui font plus attention à l'instant des campagnes qu'à ce moment là. Or, le temps d'enrôlement sur la liste est primordial et déterminant. Et quant à la période des campagnes s'avère qu'une suite logique de la période d'enrôlement des électeurs. Pourquoi vous présents candidats et hier peut-être simples citoyens négligez-vous cette période des révisions des listes électorales ?

Le premier constat est que certaines personnes qui sont des candidats maintenant lors de ces présents scrutins couplés, les législatives et le locales, ont commis cette faute quand ils n'ont pas usé de toutes leurs stratégies en poussant des gens à aller se faire inscrire sur les listes électorales. Ainsi, un jeune qui en 2016 avait 17 ans d'âge et qui n'a jamais été éduqué dans la culture de mettre le bulletin dans l'urne et qui vient de totaliser ses 18 ans maintenant, s'il n'est pas poussé à se faire enrôler peut demeurer dans cette même culture. Alors dans ce cas, la faute incombe aux personnes plus âgées que lui. Ces personnes sont à la fois des compatriotes vivant dans les mêmes quartiers et aussi certains politiques qui ne veulent relayer les actions de la Conél lors des moments des révisions des listes électorales.

Le deuxième constat qui complète le premier est que quand certaines personnes changent de quartiers, elles éprouvent parfois de la fatigue à aller communiquer leurs nouvelles coordonnées résidentielles aux différentes Conél et cela impact négativement sur les chances d'obtention des bons pourcentages des candidats qui se présenteraient dans leurs nouveaux quartiers d'habitations. Car elles ne pourront pas voter là où elles sont maintenant résidées puisqu'elles ne se sont pas enregistrées de nouveau. Et d'autre part, si ces gens-là ne repartent pas voter dans leurs anciens quartiers où ils s'étaient fait recenser, du coup ils impactent aussi négativement les chances de ces candidats qui se présenteraient dans leurs anciens quartiers d'habitation. D'où il est clair que la phase d'enrôlement des électeurs sur les listes électorales est déterminante pour des prétendants candidats aux législatives et locales.

Dans les cas précités, on se rend bien compte que les popularités des meetings aux élections législatives et/ou locales ne traduisent pas forcément la force du candidat dans l'urne, étant donné que ces scrutins sont circonscrits, c'est-à-dire bien délimités. Ce qui revient à dire que l'électeur de la circonscription C peut assister aux meetings du candidat de la circonscription Z mais il ne votera pas dans cette circonscription. Contrairement aux échéances présidentielles où l'électeur qui réside soit à Ouessou dans la Sangha s'il est inscrit la liste électorale peut porter sa voix sur le candidat qui n'a même pas fait la campagne là-bas à Ouessou, puisque le territoire national se veut une seule et unique circonscription électorale lors de la présidentielle.

D'où certains candidats associent les deux stratégies lors des campagnes des scrutins législatifs et locaux. Ces stratégies sont à la fois des meetings et carnivals populaires et aussi et surtout des campagnes de proximité qui, le plus souvent, se terminent par la question : « *Quelles sont les personnes qui s'étaient fait recenser ?* ». Et vous allez constater que lors de ces campagnes de proximité si des candidats commettent l'erreur de brandir comme préalable, le fait que l'électeur s'était fait recenser, ces réunions risqueront d'être désertes, car d'une part la plupart des jeunes qui viennent à peine d'avoir 18 ans d'âge méconnaissent cette culture de l'urne et d'autre part cette jeunesse dont l'âge varie entre 16 et 17 ans peuple les réunions mais ne sera pas dans l'isoloir pour choisir par défaut d'âge de la majorité. Ceci étant, tous ceux qui caressent l'idée d'être des candidats aux scrutins législatifs et locaux devraient intégrer la dimension mobilisation des électeurs à se faire enrôler comme un premier pas vers la quête des électeurs. Car les meetings seuls ne comptent pas si les potentiels mandants ne sont pas enrôlés

*Faustin Akono*



## FOOTBALL EN BREF/ COUPE DU MONDE U-17 INDE 2017

### Les représentants africains savent à quoi s'en tenir

**Le comité d'organisation de la phase finale a procédé le 7 juillet à Mumbai au tirage au sort de la Coupe du monde des moins de 17 ans de la Fifa qui se disputera du 8 au 26 octobre en Inde.**

Le Ghana, le Mali, la Guinée et le Niger qui représenteront l'Afrique dans cette compétition connaissent désormais leur adversaire. Le Ghana est logé dans le groupe A avec pour adversaires, l'Inde pays organisateur, les Etats-Unis et la Colombie. Le Mali est dans le groupe B en compagnie du Paraguay, de la Nouvelle Zelande et de la Turquie. La Guinée crociera dans le groupe C, l'Iran, l'Allemagne et le Costa Rica. Le Niger hérite d'un groupe D en compagnie de la RDP Corée, le Brésil et l'Espagne. Le Honduras, le Japon, la Nouvelle Calédonie et la France forment le groupe E tandis que le dernier groupe (F) mettra aux prises, l'Irak, le Mexique, le Chili et l'Angleterre.

Compétitions africaines : Les clubs soudanais disqualifiés

La Fédération soudanaise de football a été suspendue par le bureau du Conseil de la Fifa. La décision qui est tombée le 6 juillet pénalise déjà trois clubs soudanais dont deux étaient bien partis pour disputer les quarts de finale.

Al Hilal Elobied est première du groupe C de la Coupe de la Confédération avec 10 points et El Merreikh, deuxième du groupe A de la Ligue africaine des champions avec 7 points. Al Hilal quatrième du groupe avec 4 points devrait jouer sa chance à fond dans cette dernière journée. « Cette suspension a été notifiée aux parties par une lettre datée du 6 juillet 2017 et signée de la secrétaire générale de la Fifa, Fatma Samoura. La décision implique la perte par la fédération soudanaise de tous ses droits comme membre conformément à l'article 13 des statuts de la Fifa. Ce qui induit que les affiliés de cette fédération ne peuvent plus prendre part à aucune compétition internationale jusqu'à la levée de cette suspension », peut-on lire sur le site de la CAF. En résumé, ces trois clubs sont disqualifiés.

**James Golden Eloué**

## FOOTBALL

### Les résultats des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

#### Matches amicaux

A Saint-Andrews, en Ecosse, Blackpool disputait son premier match de préparation, face à Dundee Unite. Mis à l'essai depuis 10 jours, Christoffer Mafoumbi était titulaire et a joué l'intégralité du match. Face aux pensionnaires de 1re division irlandaise, l'international congolais n'a cédé qu'à une reprise, à la 29e, face à Fraser.

En Autriche, Anderlecht chute lourdement face au Red Bull Salzburg (1-4). Remplaçant, Silvère Ganvoula est entré à la 67e, alors que le score était acquis. Il reste désormais 2 matchs amicaux (face à Lierse et Dender) aux Mauves pour préparer la Supercoupe de Belgique, face à Zulte-Waregem, le 22 juillet.

Sans Igor Nganga, blessé, Aarau s'est incliné 0-2 face à Sochaux.

Monaco s'impose largement face à Sankt-Pölten (3-0). Entré à la 46e, Jordi Mboula a fait la démonstration de sa pointe de vitesse et de sa précision face au but à la 70e avec sa première réalisation sous le maillot monégasque.

Kévin Koumbemba était remplaçant lors de la victoire du CSKA Sofia face à Beroe (1-0).

Sans Francis N'Ganga (voir par ailleurs), Charleroi bat le Shakhtar Donetsk (2-0). Christian Madédé n'est pas entré en jeu lors de la victoire de l'OM contre le FC Sion (3-2).

Libre de tout contrat, Ladislav Douniama est en préparation, à Lisses, avec l'UNFP (Union nationale des footballeurs professionnels, le syndicat des joueurs pros). Mercredi, il était titulaire lors du match perdu par l'équipe de l'Unfp face à Niort (1-2). Titulaire, il part au duel à la 15e, mais le gardien des Chamois sort avec à propos dans ses pieds et remporte le duel. Remplacé à la pause.

Du côté du DAC Dunajska Streda, corrigé par l'Austria de Vienne (0-4), Yves Pambou Loembet a joué 60 minutes.

Sans Francky Sembolo, légèrement tou-



Christoffer Mafoumbi lors du match amical entre Blackpool et Dundee United (Crédits photo twitter)

ché à la cuisse, Meppen corrige le FC Twente (3-0). David Sambissa n'était pas dans le groupe néerlandais.

Christian Madédé n'est pas entré en jeu lors de la victoire de l'OM contre le FC Sion (3-2).

Libre de tout contrat, Ladislav Douniama est en préparation, à Lisses, avec l'UNFP (Union nationale des footballeurs professionnels, le syndicat des joueurs pros). Mercredi, il était titulaire lors du match perdu par l'équipe de l'Unfp face à Niort (1-2). Titulaire, il part au duel à la 15e, mais le gardien des Chamois sort avec à propos dans ses pieds et remporte le duel. Remplacé à la pause.

Du côté du DAC Dunajska Streda, corrigé par l'Austria de Vienne (0-4), Yves Pambou Loembet a joué 60 minutes.

Sans Francky Sembolo, légèrement touché à la cuisse, Meppen corrige le FC Twente (3-0). David Sambissa n'était pas dans le groupe néerlandais.

#### Ligue Europa, match retour du 1er tour préliminaire

Pas de miracle pour le FK Tirana : battu à l'aller par le Maccabi Tel Aviv (0-2), le club albanais a été corrigé à domicile, jeudi soir, sur un score sans appel de 3-0.

Réduit à 10 à la 44e, le FK Tirana a sombré en seconde période. Merveil Ndockyt était titulaire et a joué l'intégralité du match. Moïse Nkounkou n'était pas dans le groupe. Est-il rentré de Brazzaville ?

Pour le FK Tirana, retour à l'ordinaire de la deuxième division, après sa relégation en fin de saison. Il est donc temps pour Ndockyt de se consacrer au marché des transferts pour aller poursuivre sa carrière dans un meilleur environnement.

#### Transferts : Christoffer Mafoumbi à la relance en Angleterre

Après une saison compliquée en Afrique du Sud, Christoffer Mafoumbi va se relancer en Angleterre : il doit signer en début de semaine un contrat en faveur du FC Blackpool, promu en 3e division anglaise.

Gravement blessé l'été dernier (rupture du ligament du talon d'Achille en août), Christoffer Mafoumbi a vécu une saison 2016-2017 désastreuse, ne parvenant pas à récupérer sa place dans les buts des Free States Stars (4 matchs de championnat, 1 en Coupe).

C'est donc dans la plus grande discrétion qu'il s'est rendu, il y a dix jours, à Blackpool pour effectuer un essai. L'ancien Lensois avait auparavant résilié le contrat qui le liait au club basé à Phuthaditjhaba, dans la province de l'Etat-Libre. En Angleterre, Mafoumbi prend part aux séances et participe, ce vendredi, au match amical face à Dundee United (défaite 0-1).

Suffisant pour convaincre le staff de l'entraîneur. Ce sera normalement chose faite en début de semaine. Plus de détails, alors, sur la nature du contrat.

Camille Delourme

Legendes et credit photos: Après une expérience difficile en Afrique du Sud, Christoffer Mafoumbi devrait signer, en début de semaine, un contrat en faveur des Anglais de Blackpool (dr)

**Camille Delourme**

## RÉFLEXION

### Le grand pari du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo

Alors que l'Afrique centrale dans son ensemble se trouve confrontée à des tensions multiples, l'idée lancée par le président Denis Sassou N'Gouesso lors de la 22<sup>e</sup> Conférence sur le climat qui s'est tenue à Marrakech en fin d'année dernière de réunir les douze pays du Bassin du Congo dans une communauté qui aurait comme objectif de protéger la nature tout en accélérant leur émergence dans les domaines les plus divers paraît quelque peu utopique, pour ne pas dire tout à fait folle. Et pourtant c'est bien de sa concrétisation que peut naître, que naîtra sans doute à terme plus rapproché qu'on ne le croit, l'un des ensembles humains les plus prospères, les plus équilibrés, mais aussi les plus respectueux de l'environnement de la planète.

Il est bien vrai que l'Afrique centrale se trouve aujourd'hui confrontée à des crises qui ressemblent à une longue descente aux enfers avec la reprise des affrontements religieux en Centrafrique, l'incertitude politique dans laquelle vit la République démocratique du Congo, la montée des tensions sociales au Came-

roun et au Gabon, la crise économique provoquée dans tous les pays de la région par l'effondrement des cours des matières premières sur les marchés mondiaux, les désordres financiers qui en découlent et que paient les peuples au prix fort. Mais il l'est tout autant que seule la construction du Fonds Bleu permettra aux peuples de cette partie du monde de résoudre les problèmes de toute nature auxquels ils se trouvent confrontés.

S'il en est ainsi c'est bien parce que l'Afrique centrale dispose d'un atout unique qu'elle n'a guère exploité jusqu'à présent : le puissant, très puissant fleuve Congo et ses nombreux affluents, rivières ou ruisseaux qui convergent vers lui sur des centaines, des milliers de kilomètres. Innervant un espace géographique qui couvre près du quart du continent africain et dans lequel vivent aujourd'hui plus de trois cents millions d'êtres humains - quatre à cinq cents millions avant la fin de ce siècle - le Bassin du Congo constitue une source inépuisable d'eau et d'énergie qui peut, si elle est bien exploitée, résoudre à bref délai tous les problèmes qui se posent aux nations concernées. De l'irrigation à l'élec-

tricité en passant par la pêche, l'élevage, l'agriculture, l'aquaculture, la navigation ou le transport la liste des avancées qui naitront de cette mise en exploitation est aussi longue que riche. Et c'est d'elles que naitront tout à la fois le progrès, le confort, la sécurité, l'élévation du niveau de vie auxquels aspirent légitimement tous les peuples du deuxième plus grand bassin fluvial de la planète.

La Conférence d'Oyo ayant décidé le 8 mars dernier la création du Fonds Bleu qui réunira autour de ces objectifs les douze nations du Bassin du Congo il reste maintenant à en poser les fondations, c'est-à-dire à créer l'institution qui sera chargée de concrétiser le projet. Un travail qui s'annonce aussi passionnant que complexe, passionnant parce qu'il déterminera le destin de l'Afrique centrale, complexe parce qu'il n'est jamais facile de construire ce genre d'édifice comme l'a prouvé l'Europe tout au long du dernier siècle.

Nous n'avons évidemment pas de conseils à donner à celles et ceux qui ont, ou qui auront la charge de mener à bien ce grand et noble dessein, mais des

informations qui remontent en continu vers nous depuis la signature de l'accord d'Oyo ressort le fait que la communauté internationale attend avec une impatience grandissante que naisse l'institution chargée de construire le Fonds Bleu. Au-delà des organes de la gouvernance mondiale et des gouvernements de la sous-région qui se penchent sur le dossier, les bailleurs de fonds publics et privés, les entreprises grandes et petites, les organisations non gouvernementales spécialisées dans la lutte contre le dérèglement climatique et pour la protection de la nature espèrent, en effet, pouvoir très vite apporter leur savoir-faire dans le processus qui permettra à l'Afrique centrale de devenir l'un des principaux moteurs de l'économie mondiale.

Tout milite aujourd'hui en faveur d'une accélération du mouvement qui fera du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo un modèle vers lequel afflueront les talents et les capitaux. Tout y compris les grandes infrastructures dont le Congo en général et Brazzaville en particulier se sont dotées ces vingt dernières années. Alors, pourquoi attendre ?

**Jean-Paul Pigasse**